

ARCELOORMITTAL NATIONALISATION

La situation de la sidérurgie lorraine et avec elle toute la filière française de l'acier est très préoccupante. Monsieur Lakshmi Mittal a l'arrogance de poser un ultimatum au gouvernement en voulant lui imposer de trouver un repreneur des deux hauts fourneaux de la « filière chaude ». C'est une échéance à haut risque qui est inacceptable.

Aux actes citoyens !

Le scénario envisagé par le gouvernement, présenté par Arnaud Montebourg hier soir aux syndicats : nationalisation temporaire, investissement de 400 millions d'euros pour redémarrer Florange et encourager la reprise, n'est qu'un premier pas. Mais il reste du chemin. Des milliers de salariés, des familles vivent dans la peur du chômage et de la casse depuis des mois. François Hollande, qui sera au final le décideur, doit passer aux actes face au blocage de M. Mittal. Il doit tenir les engagements de la France vis-à-vis des sidérurgistes

Laurence Parisot, la patronne du Medef, s'est insurgée jeudi sur RTL contre la possibilité d'une nationalisation du site de Florange en Moselle. Pour elle, une telle intervention de l'État « est tout simplement et purement scandaleuse ». Mais où était la patronne des patrons quand Mittal s'est livré à un dépeçage en règle de la sidérurgie Française ? Aux abonnés absents. Qu'importe pour Mme Parisot si l'indépendance de la France en fourniture d'acier est menacée. Seuls comptent son portefeuille et celui de ses amis.

Le gouvernement, d'une manière générale, serait bien avisé d'écouter plus les salariés que le Medef



Ce n'est pas le coût du travail qui tue l'emploi, c'est le coût du capital

En effet, jamais les richesses créées par le travail n'ont été autant détournées pour maintenir des taux de profits à deux chiffres au détriment des salaires, des investissements ou de la recherche !

Le ministre Montebourg peut bien multiplier les déclarations ou les déplacements sur les sites menacés dans la sidérurgie ou l'industrie pharmaceutique, il ne pourra rien contre cette implacable logique des licenciements boursiers et financiers !

La politique du gouvernement n'est pas du tout à la hauteur. Il ne doit pas accepter le diktat du Medef : ils sont 98 et nous, nous sommes 98% à vivre de notre travail quand 2% pillent les richesses de notre pays ! Le Parti communiste français se bat pour que soit menée en France une véritable politique industrielle, moderne, écologiquement durable et planifiée.

Non, l'industrie ne symbolise pas le passé !

L'État doit, en ce sens, porter une vraie ambition industrielle avec de grands projets structurant des filières et revitalisant les régions : un pays qui ne produit plus de richesses ne peut plus coopérer, ni investir dans l'éducation, la santé et de grands services publics.

En ce sens, la mobilisation de crédits publics, la prise de pouvoir majoritaire de l'État dans les conseils d'administration, voire la nationalisation, doivent se concevoir et se réaliser dans une optique nouvelle, celle de changer de cap. Cela nécessite des droits d'intervention, de contrôle des salariés pour d'autres critères de gestion répondant à l'intérêt général. Ensemble, luttes sociales et combats politiques vont nous permettre de faire reculer les prétentions de la droite et du patronat, imposer au gouvernement le vote de lois pour l'emploi et la tenue en urgence des assises de l'emploi industriel.